



# Presse Internationale

n°35 – février 2006 - 1€ (soutien 2€)

## LIT-QI

LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS - IV INTERNATIONALE  
EN BELGIQUE

www.litci.org  
lital.be@tiscali.be

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'élan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

## MANIF NATIONALE

### POUR LA RÉGULARISATION DES SANS-PAPIERS



Samedi  
25 février  
à 14h

de la gare du Midi  
à l'Office des  
Etrangers -Bruxelles

### Les dockers européens

ont eu une grande victoire : leur directive Bolkenstein, le Package II, a été rejeté par le Parlement européen. Mais des camarades sont en prison

**FREE THE DOCKERS** p.10

lundi 6 février 19h30 : **soirée de soutien**  
avec projection du film de Ken Loach sur la grève des dockers de Liverpool (1995-97)

Garcia Lorca - rue de foulons, 47/49 – 1000 Bxl



**Evo Morales** p.13

#### Aussi dans ce numéro :

Edito: - p. 2 De la grève générale au pacte - p. 3 Les Sans-papiers - p. 7

New York : Une lutte exemplaire en plein cœur de l'impérialisme - p. 11

Irak : Les collabos ont gagné... les élections - p. 12 Polémique : Ecologie et marxisme - p. 15

Liberté, solidarité ! : Barry, Vincent, David, Orlando, dockers - p. 16

**Nous aussi, nous devons nous mettre d'accord**



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international comme celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-qi, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénération bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

La rencontre entre Guy Verhofstadt et Georges W. Bush aux Etats-Unis à la mi-janvier a marqué un nouveau cycle dans les relations entre les deux pays. Les chefs d'Etat respectifs ont découvert qu'ils sont d'accord sur tout, ou presque tout, comme les relations entre les Etats-Unis et l'Europe ou la question de l'Iran et les éventuelles 'pressions internationales'. G.W. Bush a tenu à remercier la Belgique « d'avoir pris le leadership »<sup>1</sup> sur le dossier congolais. Et surtout, quant il s'agit d'assurer aux patrons des multinationales un bénéfice supplémentaire via la suppression de la double taxation sur les bénéfices des entreprises, l'accord était chaleureux. D'autre part, le gouvernement belge veut 'séduire' de nouveaux investisseurs avec des réductions d'impôts de sociétés via les « intérêts notionnels », des encouragements à la recherche et un taux de croissance supérieur à la moyenne européenne.<sup>2</sup>

La Belgique se porte bien... pour la bourgeoisie. Chaque année, depuis la première année du gouvernement de Verhofstadt, un milliard d'euros est offert aux patrons via la réduction des charges sociales. Le marché spéculatif à la bourse de Bruxelles a atteint un chiffre record de 345 millions d'euros d'actions vendus chaque jour.<sup>3</sup> Mais le patronat et ses représentants au gouvernement insistent sur le fait que la situation est mauvaise et que, pour rester compétitif, il faut que tous les travailleurs fassent des efforts.

Avec la complicité des directions syndicales, le gouvernement a pu imposer son « Pacte de solidarité » fin 2005, et les personnes âgées devront rester plus longtemps sur le marché de l'emploi. Maintenant il attaque l'indexation automatique des salaires, mais cette fois-ci, les « partenaires sociaux » ont décidé de mener les pourparlers à huis clos. « On ne peut pas négocier devant les caméras de télévision », surtout quand il s'agit d'éviter que les travailleurs s'informent et se mobilisent contre ces réformes.

Le patronat et le gouvernement sont rassurés. Les réformes vont bon train et la

compétitivité des patrons belges sera sauvée. Mais la situation n'est pas la même pour les travailleurs et leurs familles. L'année dernière, plus de 28.000 emplois ont été perdus suite à des restructurations ou des faillites. Selon un rapport de l'Université d'Anvers, 15 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, ne pouvant pas payer les loyers, les factures et d'autres dépenses liées à la santé et l'éducation des enfants. Et 4 à 6 % parmi eux sont des travailleurs ayant un emploi.

L'année 2005 s'est clôturée avec un échec pour les travailleurs. La réforme sur les pensions est passée. Il nous faut maintenant tirer les leçons de ces deux grèves générales que nous avons imposées aux directions syndicales. La lutte pour la défense de nos salaires doit s'organiser à la base. Nous devons créer un mouvement capable de regrouper nos luttes et nos revendications au niveau national, un mouvement pour imposer au gouvernement nos exigences par la mobilisation, par la grève générale.

La mobilisation des dockers à Strasbourg est une victoire pour tous les travailleurs. Avec leur lutte, ils ont arrêté deux fois un projet d'ouverture à la concurrence des services portuaires. Cette victoire est principalement le résultat d'une mobilisation unitaire et internationale des dockers européens contre les directives de la Commission européenne et elle s'inscrit ainsi dans la lutte contre la directive Bolkenstein. Une douzaine de dockers ont été arrêtés lors de la mobilisation et quelques-uns ont été emprisonnés. Nous devons nous mobiliser pour les défendre. Entre-temps, leur victoire reste un exemple de mobilisation de notre classe contre ces discours xénophobes et divisionnistes qui prétendent opposer les travailleurs de différentes nationalités pour préserver la compétitivité et les bénéfices du patronat.

Mobilisons-nous ensemble en défense de nos salaires, pour un salaire minimum européen, contre la criminalisation des luttes syndicales, pour la libération de tous les dockers emprisonnés.

**Tous ensemble, tous ensemble,  
contre l'Europe du capital.**

<sup>1</sup>Le Soir, 18/01/06 - <sup>2</sup>Le Soir, 23/01/06 <sup>3</sup>Le Soir, 18/01/06

## La bourgeoisie attaque, le gouvernement et la bureaucratie syndicale organisent la concertation.

Il y a trois mois, les travailleurs ont imposé deux grèves générales. A ce moment, la tension était vive entre les travailleurs et le gouvernement qui, au service des patrons, voulait imposer son « pacte de solidarité entre les générations ». On se souvient des nombreuses actions des métallos, des mobilisations à Charleroi, des 100.000 personnes dans les rues de Bruxelles. Le gouvernement a essayé de calmer le jeu avec un « chèque-mazout », finalement payé par le contribuable, c'est-à-dire par nous tous. Les directions syndicales sont parvenues à « contrôler leurs troupes », en se réfugiant dans des pourparlers secrets et en garantissant ainsi la démobilisation jusqu'aux fêtes de fin d'année. Un secteur de la gauche avait fait l'analyse impressionniste que « le gouvernement était en crise ». Nous considérons que, malheureusement, ce n'était pas du tout le cas, et qu'une telle orientation - sous-estimant gravement le rôle collaborationniste des directions syndicales - ne pouvait que décevoir, décourager et finalement démobiliser les travailleurs.



Le piquet organisé à Delta, lors de la grève générale du 7 octobre 2005

Aujourd'hui, le pacte est passé (sur papier) et la grogne a pu être contenue. Le gouvernement est non seulement toujours à l'offensive, mais il accumule rapidement des victoires. A l'heure de la rentrée politique 2006, Verhofstadt nous fait part de son bilan sur ce point : « *on a senti que la conclusion du pacte des générations, en octobre, a représenté un tournant. Un signe. [...] un changement dans l'opinion publique à notre égard [...] qui a marqué la volonté de poursuivre les réformes* ». Le prochain dossier du gouvernement ne se pas fait d'ailleurs pas attendre : la compétitivité.

### Les réformes

Le « pacte entre les générations » est un bel exemple de réforme infâme que les gouvernements européens, toutes tendances politiques confondues, nous imposent. La FEB le trouve « équilibré », et pas moins que le FMI en félicitait le gouvernement belge.

Ce « pacte » a instauré le recul de l'âge de la pré-pension, ainsi que la mise de celle-ci sous des conditions extrêmement restrictives, afin « d'activer » les travailleurs en fin de carrière. C'est la même stratégie que pour les chômeurs et pour les allocataires du revenu d'intégration sociale. De cette manière, à terme les pré-pensions seront de fait inaccessibles. Le pacte prévoit aussi une réduction des charges patronales tout à fait honteuse (960 millions) et, parallèlement, une redéfinition du financement de la sécurité

sociale par un réajustement de la TVA, c'est-à-dire, des charges doublement sur notre dos. Il y aura aussi des incitants financiers supplémentaires payés aux employeurs « pour embaucher des jeunes » mais sans aucune exigence chiffrée à la clé, ce qui ne fera que précariser l'emploi sans en créer un seul supplémentaire, et donc encore à nos frais. Il est évident que le nom de ce pacte est d'une incroyable hypocrisie : 140.000 jeunes sont sans emplois alors que les aînés n'attendent que de se faire remplacer.

Le fait est que le gouvernement dans son ensemble a réussi à nous faire gober la pilule, la précarité du travail des jeunes, la précarité du travail des aînés, financée par eux-mêmes au profit des employeurs, en dernier ressort des capitalistes. La FEB et le FMI ne s'y trompent pas.

Avant même le vote de ce pacte, le patronat annonce déjà ses nouvelles revendications : le blocage de l'index et le gel des salaires. Les médias en font leurs grands titres et on devrait se faire lentement à l'idée dans le contexte de ce début d'année où les bénéfices des grandes entreprises ont atteint des records. Di Rупpo et consorts peuvent bien se vanter qu'ils ne toucheront pas à l'index, mais le pouvoir d'achat des belges a diminué de 2-3% en 10 ans<sup>1</sup> et les inégalités ont augmenté, à cause des multiples distorsions de cet index (où, par exemple, le logement, une dépense obligatoire pour tout travailleur, est

### Texte

de Di Rупo :

« *La demande est triple. 1. Il faut que le courant passe entre nous, les syndicats et le patronat. 2. Il faut créer les conditions de la création d'activités, sachant que la priorité, c'est l'emploi. 3. Pour cela, il faut éviter les dérapages sociaux.* »

« *Par rapport à l'idéologie libérale, la nôtre veut la prospérité économique avec, en même temps, la protection sociale et la diversité culturelle. L'idéologie libérale ne s'occupe pas de ces deux aspects.* »

Le Soir, 21-22/01/06

comptabilisé bien en dessous de sa représentation dans le budget réel de la famille, et où depuis 1993 ne figurent plus que les dépenses « santé ») et des pertes de salaire nominal lorsqu'on perd son job, même si on en trouve un autre.

Le secteur financier est à la charge. La banque Dexia, puis la Banque nationale annonçaient qu'il faut « contenir les coûts salariaux ». Début décembre, le gouverneur de cette dernière avançait sa politique : « le moment est venu pour les partenaires sociaux de réfléchir à un pacte de compétitivité »<sup>2</sup>, et plus précisément encore : « Il faut généraliser les accords « all-in » ».

### Les accords « all-in »

Voici donc la nouvelle trouvaille, le « tout en un », mais ça donne mieux en anglais.

Si les partis au gouvernement osent affirmer ne pas vouloir toucher à l'index, il y a bien un consensus quant à cette approche plus tactique du tout en un, l'accord « all-in ». Les négociateurs fixent un taux maximum de hausse salariale, comprenant l'augmentation des salaires nominale et l'indexation. Ce taux ne pourra être dépassé même, et surtout, en cas d'inflation supérieure à l'estimation, de telle sorte que le salaire réel soit rogné. Et cela pour « amortir les effets négatifs d'une accélération de l'inflation », « sans toucher à l'index » nous dit Verhofstadt.<sup>3</sup> Pour nous, cela représente bel et bien une atteinte directe à l'index, dans le cas où l'inflation réelle est pire que l'estimation sur laquelle les négociateurs se sont mit d'accord. Ils se basent donc sur des conditions encore plus incertaines et obscures, d'autant que la stratégie choisie pour appliquer ses mesures est une fois de plus la concertation... secrète.

### Le règne par la concertation

Des dix chantiers que le gouvernement se propose pour 2006, Onkelinx en extrait ce qu'elle appelle le « triangle magique » : compétitivité, emploi, lutte contre la pauvreté. Le premier point est géré par les libéraux et les deux autres le sont par le PS, une collaboration étroite pour maintenir la paix sociale. Pour Di Rupo c'est évident, « il faut éviter les dérapages sociaux »<sup>4</sup>, « faire primer la concertation » et dans



« Verhofstadt démission ! », lors de la manifestation du 28 octobre 2005

source: www.sap-pos.org

ce sens il a confiance : « Les syndicats wallons sont capables de créer un climat stable ».

C'est ainsi que pour les négociations sur les accords « all-in », avec les rencontres hebdomadaires au cours du mois de janvier entre syndicats et patronat, le parti 'socialiste' parvient à montrer patte blanche en renvoyant ses responsabilités politiques sur les

directions syndicales.

Du côté du sommet de la bureaucratie syndicale, non seulement il est inadmissible que la FGTB et la CSC ne s'opposent pas à de tels accords, comme ils l'ont annoncé à la fin du mois de décembre<sup>5</sup>, mais il est en plus intolérable que nos représentants syndicaux acceptent de participer à des négociations secrètes. Qu'ont-ils donc à cacher aux travailleurs, si ce n'est qu'ils travaillent pour notre ennemi de classe ?

## Création d'emplois ?

Selon le bureau d'étude Graypon (*Le Soir*, 31/12/2005), 16.915 emplois ont encore disparu pour cause de faillite en 2005. La Région de Bruxelles en a particulièrement souffert : 1.732 entreprises y ont fait faillite, soit une sur 48, une augmentation de 9,7% par rapport à 2004.

L'explication de ce « bureau d'études » : « Sans doute parce que le nombre d'entreprises était en forte augmentation à Bruxelles ces dernières années, jusqu'à 56.000 sociétés en 2003. Or, un tiers des entreprises disparaît au cours des cinq premières années d'existence. » En clair : on ferme des entreprises parce qu'on en crée. Une drôle de façon de stigmatiser la faillite du mode de production capitaliste lui-même !

Si l'annonce des suppressions des pré-pensions, du blocage de l'index ou du gel des salaires par le patronat sème un certain émoi, le gouvernement continue quand même à les mettre en application, pas un peu, mais complètement. Pour y parvenir, pour étouffer les luttes et diviser notre classe, il compte sur le soutien inestimable des directions bureaucratiques, notamment syndicales.

Dans ce contexte, il est plus que jamais nécessaire d'organiser à la base une opposition syndicale démocratique et combative.

<sup>1</sup> Selon le Centre de recherche et d'information des organisations de consommateurs, *Le Soir*, 21-22/01/06

<sup>2</sup> *La Libre Belgique*, 06/12/05

<sup>3</sup> *Le Soir*, 14-15/01/06

<sup>4</sup> *Le Soir*, 21-22/01/06

<sup>5</sup> Voir Xavier Verboven, secrétaire général de la FGTB, belge, 22/12/05

## Des pactes, des plans, jusqu'à quand ?

Les grandes mobilisations des travailleurs, cet automne, nous rappellent l'opposition au Plan Global du gouvernement Dehaene en 1993. Aujourd'hui comme en 1993, la lutte des masses a été trahie. La stratégie de la classe dirigeante n'a pas changé. **C'est la nôtre qui doit changer.**

Au cours de l'été 1993, « la Belgique pleure son roi » dans une atmosphère de surchauffe médiatique pathétique, caractérisée par le déni des tensions et luttes qui rythment en réalité la vie du pays. D'autre part, les chefs d'états européens viennent de signer le Traité de Maastricht, écrit pour eux par l'UNICE, la direction du patronat en Europe. Jean-Luc Dehaene, Premier ministre d'un gouvernement socialiste – social-chrétien, avance donc l'idée d'un nouveau *Pacte Social*. Sous le couvert des « exigences de l'Europe » de ramener la dette publique de 130% du PIB à 60% et le déficit fiscal de 7% à 3%, il va essayer d'adapter la réglementation du travail et les mécanismes du marché de l'emploi, afin de favoriser la *compétitivité des entreprises*, sans mettre en péril *l'équilibre financier de la sécurité sociale*.

Dans son discours d'intronisation, Albert II fait explicitement référence au Pacte Social de 1944. Le pacte d'après-guerre subsiste dans l'imaginaire collectif comme la fondation de notre système « si généreux » de sécurité sociale. En réalité, ce Pacte, concocté avec le soutien du Parti Communiste, qui participait à l'époque au gouvernement, visait à calmer l'élan révolutionnaire issu de la guerre et à instaurer un système de contrôle des masses en vue du maintien « pacifique » du système capitaliste d'exploitation. Le Pacte de 1944 représente une grande concession que la bourgeoisie a dû faire, résumant des acquis de plusieurs années de luttes, avant, pendant et immédiatement après la guerre. Le Plan de 1993 consiste à détruire systématiquement tous les avantages concédés aux travailleurs, au fil de 50 ans de luttes, et le roi n'hésite pas à le revendiquer cyniquement au nom de ces conquêtes. La bourgeoisie ne cesse de glorifier ce « modèle » de concertation « à la belge », un modèle de la collaboration de classes.

Début août 1993, un groupe d'experts, présidé par le gouverneur de la Banque nationale [!], est mandaté

afin d'élaborer des propositions à soumettre aux interlocuteurs sociaux. Simultanément, le Premier ministre sonde syndicats et patronat sur les lignes directrices de son propre plan. Les propositions du groupe d'experts tendent à une plus grande flexibilité dans les contrats et à une réduction des coûts du travail en vue de favoriser la compétitivité des entreprises. Poussée par sa base, la FGTB annonce qu'elle ne participera pas aux négociations prévues. Le 24 octobre, le Premier Ministre constate officiellement que les négociations n'auront pas lieu. Il annonce que le gouvernement travaille à l'élaboration d'un « *plan global pour l'emploi, le rétablissement de la compétitivité et la viabilité de la sécurité sociale* ». Le contenu de ce plan, attaque de grande envergure envers les travailleurs, pose les bases de ses multiples rejets. Trois mesures essentielles sont décidées :

- L'indexation des salaires ne tiendra plus compte des augmentations de prix des carburants et du tabac, qui pèsent pourtant lourdement dans le budget des ménages – en particulier à chaque flambée des cours du pétrole. Reste un « indice santé ». En plus, on ferait de façon « conjoncturelle » un *saut* dans l'index. On gomme son actualisation pour un an, deux ans,...
- Généralisation à toute l'industrie de la réduction de *charges patronales*, jusqu'alors limitée à certains secteurs en difficulté. En 1993, leur montant s'élève à 0,75 milliard d'euros. Elles ne vont cesser d'augmenter pour dépasser aujourd'hui les 5 milliards d'euros. Il s'agit d'un gigantesque vol du salaire indirect des travailleurs.
- Développement des emplois précaires : modification de la législation du travail en vue d'une plus grande flexibilité des statuts et contrats – qui augmente notamment le nombre successif de contrats temporaires qu'un patron peut imposer à un salarié sans l'engager définitivement.

Un mois durant auront alors lieu de multiples grèves tournantes, suivies massivement dans tous les secteurs. Piquets de grève volants, manifestations locales spontanées, le degré de combativité des masses augmente sans cesse. Cela n'empêche nullement la majorité socialiste – sociale-chrétienne d'approuver le plan au parlement le 20 novembre. Les directions de la FGTB et de la CSC, débordées par leurs bases, sont forcées d'organiser une grève générale qui aura lieu le 26 novembre. Cette grève héroïque marque un tournant dans la lutte des classes en Belgique. Le prolétariat opère une véritable démonstration de force et trempe ainsi sa conscience de classe dans la fournaise de la lutte. Services publics, écoles, administrations, une grande majorité des entreprises privées, tout est paralysé. Les hôpitaux assurent le strict minimum. Les journaux ne paraissent pas, la radio interrompt ses programmes. Les chemins de fer sont bloqués, même pour le trafic international. Tous les points névralgiques sont occupés par des travailleurs : ponts, autoroutes, écluses des ports d'Anvers, Gand et Zeebrugge, pistes d'aéroport, carrefours.

Le prolétariat maîtrise le pays. Une seconde grève générale aura lieu le 10 décembre. C'est à l'occasion de cet « automne chaud » que le patronat a commencé à s'attaquer au droit de grève, en appelant à la justice et aux huissiers, menaçant de lourdes astreintes ceux qui entravent « la liberté du travail ».

L'Organisation Internationale du Travail (OIT) explique avec candeur comment le gouvernement a procédé pour faire passer ces mesures, dans un document général qui vante les mérites des négociations professionnelles : « *Il arrive aussi que, déçus par les résultats des négociations tripartites ou bipartites, les pouvoirs publics imposent purement et simplement leur propre ligne politique. Bien que tel soit plus couramment le cas dans le monde en développement, cela*

*s'est produit dans des pays industriels. Par exemple, en 1993, le gouvernement belge n'ayant pas réussi à obtenir un pacte social tripartite, il a imposé par décret royal un plan global pour relancer l'emploi et restaurer la compétitivité du pays. Toutefois, comme le font remarquer les auteurs, la délimitation entre les processus tripartites, bipartites et unilatéraux est souvent floue : dans l'exemple belge, le gouvernement a maintenu des contacts officiels avec les syndicats et a fini par reprendre les négociations tripartites »<sup>1</sup>.*



*En octobre 2000, les travailleurs se sont mobilisés encore une fois, avec une exigence soigneusement évitée par les directions syndicales : « le pétrole dans l'index ».*

Le fait que le débat passe de la négociation entre « partenaires » sociaux à la table des politiciens arrange tout le monde, sauf les travailleurs. Les fonctionnaires de la bourgeoisie au parlement n'ont plus qu'à accomplir tranquillement leur tâche servile. Le patronat voit ses revendications acceptées en masse. Et les directions syndicales, puisqu'elles sont hors-jeu, évitent de se compromettre en signant des mesures honteuses. Mais comme on le voit, les travailleurs sont déjà conscients que leur lutte est une lutte politique. Ils ne baissent nullement les bras une fois les négociations professionnelles annulées. Au contraire. Les actions les plus déterminées, ainsi que les deux grèves générales, ont lieu alors que le texte a déjà été voté au parlement ! Il reviendra aux directions syndicales, puisque c'est leur rôle officiel depuis 1944, d'user de tout leur répugnant arsenal de mensonges pour essouffler et décourager les masses en marche. La haute bureaucratie syndicale déclare la fin des luttes, sous prétexte d'éviter une déstabilisation du gouvernement : si doivent avoir lieu des élections anticipées, les socialistes risquent d'être éjectés du pouvoir. Il y aura quand-même des élections anticipées en mai 1995, suite au scandale des pots-de-vin d'Agusta, mais la majorité socialistes – sociaux-chrétiens sera reconduite. La politique de collaboration de classes en a toujours besoin. Faute d'unité, les luttes

se fatiguent et s'estompent. Un plan est passé...

Le récent « pacte de solidarité entre générations » est passé de la même manière, les directions syndicales laissant au gouvernement le soin de reprendre la main, pendant qu'elles contrôlaient la colère des masses.

Une première conclusion s'impose : ce n'est pas la combativité de notre classe qui fait défaut pour défendre ces intérêts. Les grèves de 1993 étaient les premières d'une telle ampleur depuis... 1936 – année de secousses sociales mondiales, durant laquelle les travailleurs belges obtiennent la semaine de 40h, les congés payés, etc. Même les grandes luttes de 1960-61 n'avaient pas connu une telle envergure. Il aura fallu près de 60 ans aux masses pour se rappeler qu'elles n'obtiennent de victoire (et un quelconque pouvoir) que dans la rue. Il n'aura fallu que 12 ans après 1993 pour que le prolétariat belge se souvienne que rien ne peut l'arrêter lorsqu'il est uni, suscitant la surprise de la bourgeoisie, la rage des médias et même la lâcheté des sommets syndicaux.

Toutefois, une deuxième conclusion s'impose aussi : il faut se débarrasser de la bureaucratie syndicale parasite, qui divise et décourage les travailleurs et mange dans la main de la bourgeoisie. D'autre part, la lutte ne doit pas se limiter

à de maigres concessions sectorielles par rapport au plan initial, mais exiger le retrait pur et simple, pour tous les travailleurs, des projets brutaux du patronat. Les masses sont prêtes. Il ne leur manque qu'une direction qui mène leur marche vers les victoires, et au delà des victoires sur les plans successifs, vers la prise du pouvoir.

Trends-Tendance est une publication représentative de l'état d'esprit de la bourgeoisie belge. Dans son éditorial de rentrée du 29 décembre 2005, elle souligne le risque que le capitalisme puisse entrer dans une phase de

déclin et elle insiste sur la nécessité de tout faire pour éviter de perdre le soutien des « classes moyennes », de plus en plus frustrées. Le rédacteur en chef affirme que le capitalisme doit sa survie à sa formidable capacité d'adaptation et il termine en disant : « Il ne faut pas être grand clerc pour savoir que le capitalisme acceptera cette nouvelle mue. Et comme ne l'a pas cru le grand Karl, il sauvera une énième fois sa peau ». L'éditorial est intitulé : « Le défi pour 2006 ? Donner tort à Karl Marx ».

De notre part, nous avons confiance dans la capacité de lutte des masses, dans notre pays et dans le monde. Dans ces moments, on oublierait jusqu'à la division fondamentale qui oppose quotidiennement deux classes sociales : ceux qui détiennent les moyens de production (la bourgeoisie) et ceux qui sont forcés de vendre leur force de travail pour survivre (le prolétariat). Ça tombe bien pour la bourgeoisie. Notre tâche, c'est de travailler pour développer une direction révolutionnaire à l'intérieur de notre classe. Nous sommes convaincus que Karl Marx avait raison.

<sup>1</sup>Le Travail dans le Monde, 1995 – Le rôle de guide du gouvernement dans les relations professionnelles. Organisation Internationale du Travail (nous soulignons).

## L'Europe organise la répression des travailleurs sans papiers

Ces derniers mois, nous avons vu les images de la répression d'une rare violence contre les Africains dans les enclaves coloniales de Melilla et Ceuta, et les embarcations de fortune brutalement interceptées par les gardes côtes italiens. A ces images nous devons ajouter celles des rafles musclées dans des immeubles à Paris, sous le faux prétexte de lutter contre les logements insalubres, un incendie qui faisait 11 mort dans un centre fermé près d'Amsterdam ou encore les récentes rafles à Anvers et à Bruxelles, sans compter les expulsions coordonnées par différents pays européens au moyen de vols charter.

Cet acharnement des gouvernements à réprimer les immigrés clandestins, et surtout le refus de les régulariser, n'est pas une simple bravoure des différents ministres de l'intérieur ou de la justice. Il s'agit d'une conséquence de la consolidation de l'Europe du capital, d'une Europe où priment, avant tout, les bénéfices des entreprises et non le bien-être des travailleurs.

### La politique d'immigration à la carte, de l'Europe du capital

Ces dernières années, l'union européenne avance de sommet en sommet vers une politique d'immigration commune. Ce qui effraie les dirigeants européens et qui explique l'accélération récente des discussions sur l'immigration, c'est que, pour réaliser les objectifs de Lisbonne (être l'économie la plus compétitive en 2010), le patronat européen veut que ses industries tournent à plein régime et au moindre coût. Ils ont de quoi se faire des soucis car, selon leur *Livre Vert* sur l'immigration, « entre 2010 et 2030, aux taux d'immigration actuels, le déclin de la population active de l'Europe des 25 occasionnera une baisse du nombre de travailleurs de l'ordre de 20 millions ». Pour contrer cette tendance démographique, l'Union européenne va donc développer dans les prochaines années une immigration sélective, couplée à une répression croissante des travailleurs sans papiers.

## Nos alliés dans la lutte

*Un sans-papiers de Bruxelles*

Après les meurtres des immigrés en Espagne, au Pays Bas, en Belgique, le gouvernement vient d'aménager des centres fermés pour y enfermer des enfants. La politique de l'UE à l'égard des étrangers nous fait rappeler le début de l'effroyable histoire des camps de concentration en 1870 en Namibie, mis en place par les Allemands. La fin tragique de leur politique de ségrégation nous la connaissons : c'est le massacre des juifs, d'autres minorités et des opposants politiques dans des camps de concentration en Europe.

Ce n'est pas étonnant que les intérêts immédiats des technocrates de l'UE et des différents gouvernements nationaux européens leur fassent consciemment oublier ces faits historiques, car la dynamique même de toute politique raciste et régionaliste est, à terme, le massacre d'êtres humains. La grande masse des travailleurs commence à réagir. Face à cette situation, des organisations de sans-papiers ont vu le jour en France, en Espagne et en Belgique. L'objectif est de faire connaître et comprendre que les sans-papiers, comme tous les travailleurs, ont le même bourreau.

En Belgique, l'Union de Défense des sans Papiers (UDEP) a été créée il y a un an. Après une période d'organisation, diverses luttes et mobilisations ont été menées, dont la marche pour l'anniversaire du meurtre de Sémira Adamu.

L'église Saint-Boniface (Ixelles) est actuellement occupée sous l'initiative de l'UDEP. Les objectifs initiaux sont quasi atteints : un grand soutien des comités de voisins structurés a vu le jour; les médias s'y sont intéressés; la conspiration du silence autour de la problématique est brisée. Entre-temps, plusieurs organisations politiques de gauche, des associations civiles et des régionales syndicales se sont déclarées solidaires. Ce soutien des travailleurs belges contredit le discours des partis politiques et il est à présent clair que cette politique raciste n'est pas perpétrée au nom des travailleurs belges, mais pour défendre les intérêts de ceux qui utilisent les sans-papiers comme esclaves « en noir ».

Après quelques mois de luttes et de soutien divers, l'UDEP et les sans-papiers commencent à comprendre quelles sont les organisations qui nous soutiennent vraiment, en faisant nos propres projets de luttes les leurs.

Malgré les différents soutiens que nous avons, certaines directions d'associations, satellites des partis politiques au pouvoir, essayent de freiner notre dynamique de lutte en s'autoproclamant 'manager' des luttes des sans-papiers à la manière de ceux qui prédisent l'évolution de l'économie mondiale. Ces organisations sont en contradiction avec la situation objective des sans-papiers. En effet, alors que les conditions de vie de ceux-ci se résument à la misère, à la peur quotidienne d'être arrêté, et qu'ils s'organisent en organisant des mobilisations, ces organisations « de soutien » décrètent que le moment est mal choisi pour lutter. Ces astrologues pensent que les sans-papiers doivent se cacher et réapparaître à partir de novembre, après les élections communales. C'est à dire, à la fin du mandat du gouvernement actuel. Comme si la mobilisation des masses se décrétait ! Nous répondons à ces derniers que les décrets gouvernementaux en faveur des peuples ne précèdent jamais la défaite du gouvernement face au rapport de force réel dans la lutte. Mais ils tentent plutôt de la contenir pour survivre.

L'appel de la grande marche du 25 février nous permettra de voir nos vrais alliés objectifs, c'est à dire ceux avec qui nous avons une lutte commune.

Il s'agit de réunir les informations sur les secteurs en pénurie de main-d'œuvre, de construire des centres de formation et de recrutement dans les pays tiers, et de mettre en place des procédures « d'asile » selon la demande économique. Ces travailleurs à la carte auront un statut légal durant la période de leur contrat de travail ou la période de pénurie. Une marchandise vraiment « bon marché » donc. Il ne faut même pas investir dans la 'fabrication' de cette main-d'œuvre, aucune dépense en crèches, écoles maternelles, éducation ou soins de santé. Les travailleurs viennent en bonne santé, prêts à l'emploi. Et quand ils sont trop vieux pour travailler, ils n'ont qu'à retourner chez eux, ce qui évite les frais de maintenir en vie des pensionnés.

Il ne s'agit donc pas de permettre à ces migrants de profiter d'une vie meilleure en Europe, leur pays ayant été

dévasté par des multinationales européennes ou américaines, mais bien de permettre aux fédérations patronales de maintenir leur taux de profits. Le document précité nous confirme cet objectif en jugeant que *l'avantage* [de la future législation européenne] *serait la création d'un cadre commun global en matière de migration économique avec un degré élevé de flexibilité* (souligné par nous).

### **La répression des travailleurs sans papiers**

Si l'Europe a besoin de tant de travailleurs immigrés, pourquoi mène-t-elle cette répression ? Pourquoi ne régularise-t-elle pas ceux qui sont déjà sur son territoire ?

Une analyse marxiste de la réalité nous montre que la répression actuelle de ceux qu'on appelle « sans-papiers » répond aussi à cette exigence

structurelle des économies capitalistes, à savoir, la préservation du taux de croissance des bénéfiques moyennant l'accès à une main-d'œuvre moins chère. A cet effet, un secteur important de l'économie européenne (entre 10 et 20%, selon le pays) fonctionne grâce à des travailleurs « au noir ». Les migrants fuyant leur pays d'origine représentent une bonne réserve de cette main-d'œuvre, à condition qu'ils n'obtiennent pas un séjour légal dans le pays d'arrivée. L'état organise ainsi une répression visant les « sans-papiers », c'est-à-dire des travailleurs à qui il refuse un statut légal pour permettre leur surexploitation. Une bonne partie des « sans-papiers » se trouvant dans les centres fermés ne sont pas expulsés mais « libérés ». Les autorités savent très bien que ces personnes seront plongées dans la clandestinité, où la menace de la répression les oblige à vivre du travail au noir, mal payé, et dans des logements insalubres à la merci des marchands de sommeil.

La future politique européenne ne fera qu'aggraver cette situation. Les travailleurs étrangers auxquels on fera appel temporairement serviront aussi d'argument pour faire baisser les salaires des travailleurs nationaux.

Le résultat sera un dumping salarial accru, une plus grande exploitation de tous les travailleurs, « légaux » et « illégaux ».

### **Une seule réponse : la mobilisation**

Face aux projets de la bourgeoisie européenne et à la répression qui frappe les travailleurs sans papiers, nous devons opposer une Europe des travailleurs, où chacun a le droit d'aller travailler et s'installer où bon lui semble. Pour cela nous devons lutter contre la politique d'une Europe Forteresse, une Europe qui refuse d'ouvrir ses portes à tous les candidats à l'immigration.

En Belgique comme ailleurs, il est illusoire de croire que nous parviendrons à changer la politique d'immigration par une simple stratégie de lobbying politique. En effet, le gouvernement appliquant cette politique n'est rien d'autre que l'instrument pour gérer les affaires de la bourgeoisie. Contre son intérêt de surexploiter les travailleurs sans papiers, nous devons opposer un mouvement national organisé qui puisse obtenir des victoires, en ne perdant

## **Texte**

Sous le titre « humanitaire » *Une solution aux problèmes du tiers-monde devient urgente*, Patrick Dewael explique dans une Carte Blanche (*Le Soir* - 27/01/2006) comment attirer des personnes qui peuvent contribuer au développement économique de l'UE.

Il y a d'abord les criminels qu'il faut écarter : *Je suis par ailleurs persuadé que le manque total de perspective incite les gens à commettre des actes extrémistes, tels que des attentats terroristes que cela soit dans leur propre pays ou dans les nôtres. Une solution aux problèmes du tiers-monde, mais également à nos propres problèmes, devient dès lors urgente. [...] Et pour cela, il nous faut une coopération européenne renforcée.*

Puis il y a des demandes d'asile de ressortissants d'Etats tiers qui souhaitent venir s'installer en Europe. Sur ce point je serais très clair : *il faut offrir une protection et accueillir dignement ceux dont la vie est menacée et ce conformément à la convention de Genève. Mais les autres doivent être renvoyés dans leur pays d'origine. Je manifeste une grande compréhension pour la situation terrible dans laquelle se trouvent les réfugiés économiques mais la Belgique et l'UE ne peuvent accueillir tous les réfugiés du monde. Au temps de l'esclavage, on avait une grande compréhension similaire : on ne peut pas libérer tous les esclaves, car alors, qui ferait le travail.*

En fait, il y a de la place chez nous pour des immigrants, mais seulement pour ceux dont les patrons européens peuvent profiter à bas prix. Il faut attirer des personnes qui peuvent contribuer au développement économique de l'UE. Cela pour trois raisons.

*Primo, une raison purement économique : dans de nombreux pays, certains emplois restent vacants.*

*En second lieu, une raison démographique : [...] l'UE (les anciens 15 États membres) aurait besoin de 1,6 million d'immigrants par an pour le maintien de la population jusqu'en 2050. (...)*

*En troisième lieu, nous avons besoin d'une nouvelle migration pour oxygéner notre économie, pour améliorer la créativité et l'innovation. Nous devons ainsi attirer des ouvriers talentueux et motivés.*

jamais de vue que la négociation ne sera à notre avantage que si le rapport de force est en notre faveur.

Dans la dure réalité de la lutte des classes, l'issue de nos combats ne dépend que de nos propres forces. Et pour accumuler des forces, il nous faut l'union de tous les secteurs intéressés. Dans la lutte des sans-papiers pour la régularisation, les premiers alliés sont les travailleurs avec papiers, la force capable de faire plier la volonté du gouvernement. A ces alliés, la propagande bourgeoises ne cesse d'essayer d'expliquer, jour après jour, que leurs frères de classe sont leurs ennemis, que les « illégaux » vont voler leur emploi, alors que les travailleurs légaux ont tout à gagner de la régularisation des travailleurs sans-papiers. En effet, cela stopperait la pression sur les salaires, dû au travail en noir, et cela renforcerait leurs luttes contre les attaques du patronat.

La Coordination Nationale des Sans Papiers en France (CNSP) nous donne un bon exemple de cette lutte solidaire dans certains syndicats, où les sans-papiers ont aussi soutenu les travailleurs français dans leur lutte pour des améliorations dans les conditions de travail. Après des années de lutte, la CNSP peut être fière d'avoir réussi à ce que des travailleurs de l'aéroport fassent grève pour arrêter une expulsion ou que des travailleurs d'EDF rebranchent l'électricité d'un quartier d'immigrés qui en fut privé. Lors de leur manifestation nationale de décembre dernier, ont pouvait noter la présence de travailleurs de la CGT, qui se solidarisaient avec eux.

En Belgique, le grand défi pour l'UDEP est de convertir le soutien des sections syndicales locales (Liège, Morlanwez, Bruxelles) en un engagement clair des hautes directions syndicales pour mobiliser les travailleurs belges contre le



*Ce 29 janvier, lors de la manifestation d'opposition à l'aménagement du centre fermé de Vottem pour l'incarcération d'enfants.*

traitement inhumain dont les sans-papiers sont victime. Il s'agit d'obtenir une syndicalisation massive de tous les sans-papiers pour leur garantir une protection juridique et une défense contre les patrons qui profitent de leur statut d'illégaux.

L'UDEP et les collectifs de soutien (VAK, CRAPE, CRER, Collectif Verviers) prouvent qu'un mouvement national

existe et est en marche, en organisant la manifestation du 25 février. Il faut utiliser l'organisation de cet événement pour renforcer l'UDEP et ces collectifs en s'orientant vers l'ensemble de la population belge, les syndicats, les étudiants, les travailleurs avec ou sans emploi, et avec ou sans papiers.

**Non aux expulsions ! Suppression des centres fermés !  
Non à l'Europe forteresse ! Pour une Europe des travailleurs !**

**Syndicalisation massive des travailleurs sans papiers !  
Avec ou sans papiers, nous sommes tous des travailleurs !**

### Comité pour la défense des dockers européens emprisonnés.

Les dockers et les travailleurs de toute l'Europe se mobilisent depuis des années contre la directive Bolkenstein et pour la défense de leur emploi et la sécurité au travail. On veut remplacer les dockers par les marins embarqués, sous-payés et doublement exploités, pour les travaux de charge et décharge dans les ports. Cette directive vise uniquement à augmenter encore les profits des grands armateurs, sans même fournir un bénéfice quelconque pour les travailleurs embarqués de pays non-européens, avec lesquels les dockers déclarent d'ailleurs leur solidarité.

Les dockers d'Europe avaient déjà obtenu une première victoire, quand le parlement a rejeté en 2003 un projet « d'ouverture à la concurrence » des services portuaires. Un nouveau projet, la « seconde mouture dramatique de la directive portuaire » selon la Lloyd, a été présenté au Parlement européen, et a été rejeté le 18 janvier. Dix milles dockers étaient venus de tous les ports de l'Europe pour protester depuis le lundi 16 contre cette directive et ont donc obtenu encore une fois gain de cause. « Nous venons d'encaisser une seconde calotte » disait Lamoureux, de la Commission européenne des Transports. Ce qui n'empêchera pas les patrons et la Commission de faire une troisième tentative.

Les dockers ne se battent pas seuls, comme l'a montré la manifestation européenne du 19 mars 2004 à Bruxelles. Cette fois, par une lutte coordonnée de solidarité au-delà des frontières, avec les dockers nous avons gagné tous les travailleurs.

Après cette victoire, le capital européen a contre-attaqué. Mettant en oeuvre les mêmes lois « sécuritaires » fraîchement élaborés à l'occasion de la révolte des banlieues, il y a quelques mois, la police française a réprimé la manifestation des dockers à Strasbourg et a par la suite arrêté et jugé en « comparution immédiate » devant le tribunal correctionnel de Strasbourg neuf dockers belges, deux Français, un Espagnol et un Néerlandais pour « dégradations, violences et rébellion à agent ».

Un docker belge a écopé de quatre mois de prison ferme avec interdiction de territoire d'un an. Un ressortissant espagnol a été condamné à cinq mois d'emprisonnement avec sursis. Un docker français du Havre a été condamné à un mois de prison avec sursis, tandis qu'un ressortissant de Saint-Nazaire a écopé d'une peine de trois mois ferme.

Tous les travailleurs ont bénéficié de la combativité des dockers européens. Tous les secteurs doivent maintenant se concentrer sur la défense de ces camarades et exiger leur mise en liberté immédiate et la cessation de toute poursuite judiciaire. En Belgique nous avons eu un grand exemple lorsque les patrons et le gouvernement ont voulu condamner les militants de la grande lutte des forges de Clabecq. Une mobilisation sans trêve a finalement obtenu leur acquittement. Pour les dockers de toute l'Europe, nous devons aussi organiser une telle mobilisation maintenant, au-delà des frontières évidemment.

Dans le sillage du Comité Splintex, un Comité a été mis sur pied à Bruxelles le samedi 21 janvier 2006 pour la défense de tous les dockers européens, persécutés, emprisonnés et condamnés à la suite de leur grande lutte.

Nous exigeons des syndicats une ample mobilisation en défense des dockers. C'est ainsi que nous continuerons la lutte commune et unitaire. L'argent est nécessaire mais pas suffisant. Les sections d'entreprises doivent prendre des initiatives.

Vous pouvez soutenir le Comité et les dockers :

- nous nous réunissons tous les lundis, à 19 h, au café Greenwich (rue des chartreux 7 - Bxl).
- pour un soutien financier : le compte 001-4518516-41 (mention Solidarité dockers européens)

**Libération immédiate et acquittement de tous les dockers emprisonnés.**

**Non à la criminalisation des luttes syndicales**

**TOUS ENSEMBLE, TOUS ENSEMBLE**

**AVEC LES DOCKERS CONTRE L'EUROPE DU CAPITAL !**

### Une lutte exemplaire en plein cœur de l'impérialisme.

Le mardi 19 décembre à 3h du matin, 34.000 employés de bus et métro new-yorkais se mettent en grève, suite à des semaines de tensions entre la section locale 100 du Syndicat des Travailleurs du Transport (Transport Workers Union, TWU) et la Metropolitan Transportation Authority (MTA), autour du renouvellement de la convention sectorielle, valable 3 ans, qui devait avoir lieu le 16 décembre.

Dans une proposition très agressive, la MTA exige que l'âge minimum de la pension soit porté de 55 à 62 ans, et pour une durée de carrière de 30 ans au lieu de 25. De quoi raviver de mauvais souvenirs chez le travailleur belge... De surcroît, 2% du salaire de chaque employé, actuel et futur, seraient prélevés pour payer l'assurance maladie.

La grève antérieure avait eu lieu en 1980. Les conditions de travail se sont dégradées drastiquement ces dernières années. Paul Moreau conduit des bus dans le Queens depuis 17 ans : « *Ce job est si dur que vous avez de la chance d'être en vie à 62 ans [...]. J'ai assisté aux funérailles de tellement de collègues que je ne m'y rends même plus. [...] Quand j'entends Bloomberg et Kalikov nous traiter d'égoïstes, j'enrage. Nous demandons simplement un salaire qui nous permette de vivre, ce qu'ils ne peuvent comprendre. Ils sont milliardaires, mais pour quoi sont-ils payés ? Ils encaissent leurs salaires et c'est nous qui abattons le boulot!* ». Michael Bloomberg est le maire de New York, un milliardaire qui avait dépensé 100 dollars par vote pour être élu. Kalikov est le président de la MTA

Les New-yorkais amenaient des cafés chauds aux piquets des travailleurs. Plusieurs sondages ont montré que la majorité de la population soutenait la grève.

La grève a été encadrée tout de suite

comme « illégale » sous la « loi Taylor », votée en 1967 après la première grande grève. Chaque jour de grève est alors pénalisé de 2 jours de perte de salaire en plus pour chaque travailleur. Il y a eu des menaces d'astreinte personnelle de 25 mille dollars par jour non presté et le syndicat est pénalisé de 1 million de dollars par jour de grève.

La grande presse a fait immédiatement campagne. Le New York Post, du milliardaire Rupert Murdoch, traite les grévistes de rats, et les compare aux « terroristes qui ont attaqué le World Trade Center le 11 septembre 2001 ». Le Daily News, propriété du multimillionnaire Mortimer Zucherman, publie à la Une : « Jetez Roger du train ».

Roger Toussaint est le président de la section locale 100. Après un jour de grève il a réuni 40 dirigeants syndicaux de New York dans une conférence téléphonique, et on lui a répondu qu'il vaut mieux mettre un terme à la grève tout de suite.

D'autre part, la Transport Workers Union International dénonce publiquement la grève comme illégale et fait savoir qu'elle ne la soutient pas. Elle invite même les travailleurs à franchir le piquet de grève et envoie ses avocats au tribunal pour soutenir la position de la ville de New York. Quant à la AFL-CIO : silence radio.

Dans ces conditions, les travailleurs ont du retourner à leur bus et métro après deux jours et demi de grève. Ils ont obtenu que la MTA ait accepté de retirer sa proposition de reculer l'âge de la pension de 55 à 62 ans. Toutefois, la nouvelle contribution du travailleur à sa couverture santé a été à peine réduite un peu, à 1,5% du salaire, et susceptible d'être indexée la deuxième et la troisième année de la convention selon le coût des soins médicaux. Cela

représente un bénéfice de 100 millions de dollars pour la MTA, qui ne perd que 10 millions pour ne pas reculer l'âge de la retraite.

D'autres concessions ont été faites. L'accord ne prévoit pas d'amnistie de la loi Taylor : chaque travailleur perd près de 9 jours de salaire. En plus, la grève de 1980 avait eu comme acquis que la convention se renouvelait avant les fêtes de fin d'année, donnant ainsi aux travailleurs un précieux moyen de pression. La MTA a annulé cet acquis, la future convention étant signée pour 37 mois au lieu de 36 mois.

Nous ne pouvons que féliciter les courageux travailleurs new-yorkais. Ils ont montré qu'au cœur de l'impérialisme yankee aussi, la lutte continue. Jasper, conducteur de Métro depuis 23 ans, a raison : *Cette grève n'est pas seulement un combat pour les travailleurs du transport new-yorkais, mais pour tous les travailleurs. C'est nous qui faisons tourner l'économie et c'est nous qui rendons possible l'enrichissement des riches. Bien sûr, ces entreprises qui font d'énormes profits utilisent les médias pour essayer de nous diviser et nous affaiblir. Ils veulent nous empêcher d'avoir un revenu décent, ils veulent nous voler* ».

Entre-temps, à New York comme chez nous, le grand problème reste celui de la direction syndicale. Là comme ici, une lutte tenace pour récupérer une direction syndicale démocratique et extirper de nos organisations la direction bureaucratique est une première nécessité.

La lutte continue. Le 20 janvier, 22.461 travailleurs ont participé à la votation du nouvel accord, et l'ont rejeté. Même si la marge de rejet n'était que de 7 voix, c'est un bon signal.

## Vive la lutte des travailleurs new-yorkais ! Prolétaires du monde entier, unissez-vous !

## Les collabos ont gagné... les élections

Le 15 décembre 2005, il y a eu des élections en Irak. Une commission 'indépendante' vient de publier les résultats. Selon la Mission internationale pour les élections irakiennes, une instance regroupant 10 pays et présidée par le Canada, il y a eu de nombreuses irrégularités. Toutefois, cette même instance a quand même déclaré qu'il n'y avait aucun problème à accepter les résultats. La liste des collabos chiites est déclarée gagnante avec 128 des 275 sièges.

On dirait que l'Irak rentre dans l'ordre. Le FMI lui a même accordé un crédit de 685 millions de dollars car, selon le directeur général adjoint du Fonds, Takatoshi Kato, « les autorités irakiennes ont réussi à garantir la stabilité macroéconomiques en 2005 malgré l'environnement extrêmement difficile en matière de sécurité ». La Banque centrale d'Irak a constitué des réserves, le taux de change est resté stable, le déficit budgétaire prévu est bien moindre que ce qui avait été prévu, etc.

Mais le crédit accordé représente tout juste les frais de 3 jours de guerre pour les Etats-Unis. Les hélicoptères de la US-Navy continuent à être descendus par les forces de libération, dont le dernier en date le 16 janvier par le tir d'un missile SAM à Tadj, au nord de Bagdad. Entre-temps, les troupes de Bush sont de plus en plus isolées. Etant donné la pression des mobilisations, le ministre italien de la Défense, Antonio Martino, vient d'annoncer que les troupes italiennes auront quitté l'Irak d'ici la fin de l'année. C'est la première fois que l'Italie donne officiellement une date concernant la fin de sa mission en Irak. D'autre part, la Pologne, fidèle serviteur de sa majesté yankee dans les nouveaux pays de l'Europe, va réduire aussi sa participation.

La population se demande quand elle aura de nouveau de l'électricité, du gaz et de l'eau courante mais le prêt assez symbolique du FMI est quand même accompagné de quelques exigences : « un élément essentiel de la stratégie d'ensemble est de contenir les dépenses dans la limite des revenus et des financements disponibles en hiérarchisant les dépenses, en contrôlant les lois sur les salaires et les retraites, en réduisant les subventions sur les produits pétroliers et en augmentant la

*participation du secteur privé au marché national des produits pétroliers, tout en renforçant le tissu social ».*

Il est évident que ces élections ne sont qu'une petite manœuvre passagère, vite oubliée, qui n'aura guère d'influence sur le vrai enjeu : la lutte de libération nationale que mène un peuple tout entier contre l'occupation impérialiste.



La Belgique essaye de gagner des points auprès du chef Bush avec une visite des ténors de la politique belge aux Etats-Unis pour convaincre les banquiers yankees qu'ils peuvent profiter eux aussi des cadeaux aux patrons, distribués dans notre pays. Le ministre de guerre, Flahaut, s'empresse de rassurer sur le fait que la Belgique va compléter la dotation de 380 militaires en Afghanistan avec d'autres troupes, de quoi permettre à Bush de retirer des troupes de ce pays pour les envoyer en Irak. Et la Belgique se propose même de soutenir aussi « l'effort de guerre » en Irak à travers sa participation dans l'OTAN.

**De notre part, nous continuons à soutenir inconditionnellement la lutte de libération nationale du peuple irakien, nous soutenons les mobilisations au cœur même de l'impérialisme yankee, et nous exigeons :**

**L'Irak aux irakiens  
Toutes les troupes d'occupation hors de l'Irak  
La Belgique hors de l'Otan - l'Otan hors de Belgique  
Les troupes belges hors d'Afghanistan, de la RDC et des Balkans**

### A quand l'invasion des troupes yankees en France ?

La France, par la voie de son Président, vient de reconnaître publiquement (le 19 janvier 2006) qu'il est prêt à mettre en oeuvre les **armes de destruction massive** dont il dispose, des bombes atomiques, contre des Etats "voyous" comme l'Iran. "La garantie de nos approvisionnements stratégiques et la défense de pays alliés sont, parmi d'autres, des intérêts qu'il convient de protéger", comme dans toutes les guerres impérialistes, depuis plus d'un siècle. Pas de panique toutefois : "le nombre de têtes nucléaires a été réduit sur certains des missiles de nos sous-marins". De quoi se rassurer donc.

(Nouvel Observateur 20/01/2006)

Le 18 décembre 2005, Evo Morales, le dirigeant du Mouvement au Socialisme, a été élu président de la République par majorité absolue au premier tour. Le Mouvement Socialiste des Travailleurs, la section bolivienne de la Ligue Internationale des travailleurs - Quatrième Internationale, explique pourquoi « *le 18 décembre, les travailleurs et la jeunesse combattive n'ont pas une alternative de classe et de combat* » et a donc appelé à voter en blanc. Voici l'éditorial.

### Votez blanc

Les élections du 18 décembre ont lieu dans le cadre du processus révolutionnaire en cours où, tant en octobre 2003 qu'en mai-juin 2005, la révolution ouvrière, paysanne et populaire a mis à l'ordre du jour la question centrale de qui devait gouverner le pays. Par une manœuvre de la bourgeoisie et de l'impérialisme, avec l'appui regrettable des principales directions des travailleurs, la révolution de mai-juin a été déviée vers des élections anticipées afin de calmer l'ouragan révolutionnaire des masses. Dans cette situation, et sans abandonner un instant l'objectif de développer jusqu'à la fin la voie insurrectionnelle, il incombe aux travailleurs de la campagne et la ville d'utiliser la tribune électorale pour ces objectifs et de ne pas laisser entre les mains de la bourgeoisie et de la collaboration de classes du MAS, cet important espace de lutte politique.



*La guerre contre la privatisation de l'eau de pluie à Cochabamba a été un moment déterminant dans la révolution bolivienne de ces dernières années.*

Toutefois, malgré quelques tentatives de la COB, qui se sont avérées infructueuses du fait que la tradition abstentionniste et la politique de collaboration de classes (POR, PC, direction de la COB, mineurs, etc.) ont eu plus de poids dans les directions, nous,



*Deux semaines après son élection, le 4 janvier 2006, Evo Morales arrive à Madrid (par avion privé en provenance de Venezuela) pour y rencontrer Zapatero (photo), le roi Juan Carlos et des dirigeants de syndicats et d'entreprises.*

les travailleurs, nous ne comptons pas dans cette lutte avec nos propres organisations de classe pour le programme que nous avons avancé dans les deux insurrections indiquées. Dans cette circonstance, nous n'avons donc pas une organisation et un programme indépendants de la bourgeoisie.

Au contraire, dans ces élections se présentent aussi bien la droite traditionnelle déguisée sous la dénomination Podemos (nous pouvons) et dirigée par l'adorateur de Banzer, Tuto Quiroga, que le membre du MIR reconverti en chef d'entreprise, Doria Medina, sous le nom d'Unidad National. Face à la débâcle des partis traditionnels responsables de la crise actuelle du pays (MNR, MIR, ADN, etc.), les intérêts des compagnies pétrolières, des propriétaires fonciers et des plans de faim du FMI sont maintenant représentés par ces organisations qui, bien que présentant

des différences de détail, sont fondamentalement pro-impérialistes et bradeuses des richesses du pays. Ce n'est pas par hasard qu'elles comptent parmi leurs promoteurs plusieurs transfuges réactionnaires. Ces organisations ne représentent donc rien de neuf dans le pays.

Malheureusement, Evo Morales et le MAS, principaux responsables de la manœuvre électorale contre la révolution de mai-juin, se présentent non seulement dans cette lutte en alliance avec des secteurs de la bourgeoisie (les « Sin Miedo » - sans peur), mais ils sont aussi conséquents avec leur comportement lors des deux révolutions : ils rejettent la nationalisation du gaz sans indemnisation et ils envisagent de gouverner, avec les compagnies pétrolières comme partenaires, dans le cadre du plan néo-libéral, dans le même style que « frère aîné » Lula au Brésil. Ils ne représentent donc pas le programme

des deux révolutions, et la pratique a montré qu'ils s'opposent aux objectifs essentiels pour lesquels la majorité ouvrière paysanne et populaire du pays a eu des morts, a combattu et combat. Ce n'est pas non plus par hasard qu'ils comptent parmi leurs promoteurs quelques transfuges de la droite. Mais étant donné l'absence d'une alternative de classe et de combat, Evo et le MAS canalisent l'appui d'importants secteurs populaires.

Le MIP (Movimiento Indígena Pachakuti de Felipe Quispe) a pu canaliser avec la COB un front des travailleurs opposé au MAS, et ce malgré sa trajectoire politique de trêves accordées aux gouvernements et malgré son activité collaboratrice dans le Parlement. Le MIP n'a toutefois pas voulu avancer sur ce chemin et n'a pas voulu mettre sa personnalité juridique inconditionnellement au service de cette voie, ce qui a finalement bénéficié au MAS et à la droite. La présence insignifiante du MIP est la continuité de sa pratique de collaboration et il n'est de ce fait pas une option pour les travailleurs.

Au moment de définir le vote, nous rejetons évidemment la droite pro-impérialiste et génocide. Nous dénonçons le déguisement politique par lequel elle prétend confondre le peuple et les travailleurs. Par conséquent : aucun appui à cette réédition du néolibéralisme, par lequel les partisans de Goni (Gonzalo Sánchez Lozada) cherchent à continuer le règne des compagnies pétrolières et le pillage du pays.

Beaucoup de secteurs du peuple et des travailleurs placent leurs espoirs en

Le jour même qu'Evo Morales arrivait en Espagne, le 4 janvier 2006, Willy Meyer, responsable international du parti Izquierda Unida (Gauche unie) indiquait que le nouveau chef d'Etat bolivien avait expliqué à la gauche espagnole qu'il n'allait « pas nationaliser la production d'hydrocarbures mais seulement demander une participation de l'Etat, avec de nouveaux contrats » (La Libre - 06/01/2006).

Demander gentiment aux compagnies pétrolières de bien vouloir céder quelques profits... un peu comme Verhofstadt, Reynders et Freya Van den Bossche chez nous, qui demandent aux compagnies pétrolières de bien vouloir rembourser les chèques mazout.

Evo Morales. Nous respectons leurs aspirations de changement, mais nous avons le devoir d'avertir qu'à notre regret, le MAS n'est pas une réponse à cette juste aspiration. Il ne s'agit pas de voir ce qu'il fera, mais ce qu'il a fait et veut faire. Voici quelques échantillons : il a refusé de se battre pour la chute de Goni, il a soutenu Carlos Mesa, il s'est opposé à la nationalisation du gaz avec son 50/50, il a offert aux compagnies pétrolières d'obtenir un nouveau contrat en qualité de partenaires (« nationalisation responsable ») à travers la Loi d'Hydrocarbures et, pour donner suite à ce bradage de « gauche », il promet de gouverner avec la bourgeoisie en

promouvant un capitalisme andin de « poncho et cravate », etc., etc. Voilà pourquoi il ne nous reste qu'à rappeler que les travailleurs, les combattants de la lutte d'octobre pour renverser Goni, les combattants de mai-juin pour renverser Mesa, ceux qui veulent le gaz pour la Bolivie sans indemnisation, ceux qui veulent la terre, la souveraineté et le pouvoir des travailleurs, n'ont pas de candidats.

Il ne sortira de ces élections aucune solution pour la crise du pays. La seule issue est de se préparer pour donner suite aux tâches inachevées de mai-juin. Il faut continuer la lutte pour une issue des travailleurs indépendante. Pour mener à bien cette tâche, nous appelons les travailleurs à n'avoir confiance qu'en leurs propres forces, qui ont déjà renversé deux gouvernements.

Un gouvernement de la droite ne sera pas notre gouvernement et nous le combattons jusqu'à la mort. Mais un autre gouvernement, qui aurait comme partenaire les compagnies pétrolières et qui collaborerait avec les patrons, qui nous mènerait à la misère, ne sera pas non plus notre gouvernement. C'est pourquoi nous appelons à voter en blanc. Un vote de combat, au service de la tâche de promouvoir le renforcement des organismes de classe, la COB, la COR, etc., pour reprendre les luttes d'octobre et de mai-juin pour la nationalisation du gaz sans indemnisation, pour le non-paiement de la dette externe, pour la rupture avec le FMI et pour le pouvoir des travailleurs et le socialisme.



## Le gaz nous appartient de droit - le récupérer est un devoir

## Polémique : Ecologie et marxisme

Dans le numéro de décembre 2005 de La Gauche, Daniel Tanuro présente un plaidoyer pour *écologiser* le marxisme. Le thème a été abordé plus amplement lors du colloque Ernest Mandel de novembre 2005, organisé par le POS.<sup>1</sup> Voici quelques réflexions à ce sujet.

La question de l'écologie est essentiellement celle de la relation entre l'homme et la nature.<sup>2</sup> Cette relation est aussi vieille que l'humanité, mais elle est devenue un problème à partir du moment où l'homme devient protagoniste de cette relation à grande échelle, et ne se limite pas à la subir. Cette circonstance intervient surtout avec le mode de production capitaliste. Et l'ampleur mondiale du problème n'intervient qu'à partir de l'époque impérialiste de ce mode de production.

La relation entre l'homme et la nature est un des éléments clé de l'analyse de Marx. Bien avant Marx, les économistes se sont rendu à l'évidence qu'un produit obtient son utilité, sa valeur d'usage, de deux sources :

- ce que nous offre la nature, et
- le travail de l'homme pour le rendre utile, apte pour satisfaire un besoin.

Toutefois, c'est Marx qui a mis l'accent sur le fait que ce n'est que le travail de l'homme qui contribue à la valeur d'échange.

La question se pose, quand ce qu'offre la nature est limité en quantité, comme les terres cultivables, étudiées profondément par Marx, ou le pétrole dans la terre, non étudié par Marx mais pour lequel il n'y a rien d'essentiel à ajouter aux discussions sur la rente foncière du troisième livre du Capital.

Avec le capitalisme dans sa phase suprême, l'impérialisme, la question écologique se pose en termes de responsabilité de l'utilisation de ces ressources limitées à l'échelle planétaire. La question n'est pas si on peut utiliser la peau de tel animal ou de tel autre, plutôt que de la vache, pour faire du cuir et des manteaux, mais - par exemple - si on utilise des ressources non renouvelables, telles que les espèces en extinction, de façon responsable, c'est-à-dire en fonction des intérêts globaux de l'humanité et non en fonction de la consommation de luxe du capitaliste. Il

ne s'agit donc pas de soutenir les efforts de Brigitte Bardeau en faveur des pauvres animaux autres que la vache, mais de responsabiliser le ravage capitaliste en détriment des rapports des générations futures avec la nature.

Les écologistes stigmatisent aisément certaines avancées technologiques comme telles. Non à l'énergie nucléaire, non aux espèces génétiquement modifiées. Pour nous, c'est la responsabilité vis à vis de l'usage de ces techniques qui est en cause. Tout comme on ne peut stigmatiser un indien d'abattre un arbre pour fabriquer une embarcation, on ne peut exclure à priori l'emploi de telle ou telle technique. La question est que le souci de rentabilité l'emporte sur toute considération de risque dans l'emploi d'une technique non encore suffisamment maîtrisée pour éviter des dégâts majeurs pour l'humanité, que ce soit dans le domaine de l'énergie nucléaire ou des innovations dans la biologie. La question est que l'emploi de certaines ressources techniques par Monsanto s'impose au détriment de la production agricole de milliers de travailleurs, au lieu d'être mis à disposition, de façon responsable, à toute l'humanité. Comme au temps de Marx, la question n'est pas de bannir l'introduction d'une nouvelle machine plus performante et d'augmenter la productivité du travail, mais de voir à qui profite cette augmentation de productivité, au capitaliste qui augmente son taux de bénéfice ou au travailleur qui doit travailler moins pour le même salaire réel. Faire l'éloge de la maison dernier cri 'écologique', utilisant l'énergie solaire et la pompe à chaleur, à un prix inabordable pour l'immense majorité des gens, même en Belgique, ce n'est pas faire preuve de 'conscience écologique'. Mieux vaut dénoncer que l'utilisation de l'énergie solaire pour le chauffage est toujours limitée par la voracité des détenteurs de brevets et le souci de 'rentabilité' imposé par la production capitaliste.

Il est donc impossible d'isoler l'écologie d'une compréhension marxiste de la réalité, de la lutte des classes. Nous ne pensons pas que Mandel « a manqué le rendez-vous, en ce sens qu'il ne contribua pas à 'écologiser' le

marxisme ».<sup>3</sup> Nous pensons plutôt que Mandel a très bien vu quand il dit: « *N'est-il pas monstrueux d'accepter des critères de rentabilité – 'trop cher', 'pas trop cher' - lorsque la survie physique de milliards d'êtres humains est en jeu, plutôt que de parler en termes de priorités physiques et de disponibilités physiques ?* ».<sup>4</sup> Cette observation de Mandel n'a d'ailleurs rien d'un « *cri éthique* », c'est une constatation profondément matérialiste, marxiste.

Selon Daniel Tanuro, « *écologiser le marxisme signifie donc, (...) appuyer des luttes et des revendications environnementales même si elles n'ont aucune dynamique anticapitaliste* ». Il préconise de « *mener le combat avec les écologistes sur leur propre terrain* ». Pour nous, il s'agit plutôt de dénoncer toute illusion de mener un combat pour l'écologie, pour une relation responsable entre l'homme et la nature, en dehors d'une perspective matérialiste, marxiste, qui pointe du doigt le vrai responsable du désastre, le mode de production capitaliste. Il ne s'agit pas de rejoindre les aventuriers de Greenpeace mais de convaincre les écologistes sincères, de mener le combat sur notre terrain, sur celui de notre classe. Et face aux malheurs infligés à l'humanité par la rapacité pour les ressources non renouvelables comme le pétrole, y compris des guerres comme en Irak, face au mépris des propriétaires de mines de charbon en Ukraine ou en Chine pour la sécurité, face au dédain scandaleux de l'impérialisme yankee pour les accords de Kyoto, est-il donc vraiment si grave que le travailleur de Volkswagen ne se soucie pas trop de l'extinction des ours sauvages ?

<sup>1</sup> Daniel Tanuro - Contribution au Colloque Ernest Mandel, organisé par la Fondation Ernest Mandel, la Formation Léon Lesoil et la Fondation Marcel Liebmann, le 19 novembre 2005, Bruxelles. Voir <http://www.ernestmandel.org/fr/surlavie/txt/colloque/tanuro.htm>

<sup>2</sup> La définition citée par Tanuro est à notre avis trop restrictive, pour ne pas dire erronée : *L'écologie, considérée strictement comme science, est l'étude systématique des interrelations entre les populations animales ou végétales et leur environnement.*

<sup>3</sup> Daniel Tanuro - Contribution...

<sup>4</sup> Cité par Daniel Tanuro - Contribution...



Une petite centaine de sans-papiers occupent l'église Saint-Boniface depuis octobre 2005. Barry, Vincent et David ont été arrêtés et emprisonnés par l'Office des Etrangers. **Il faut se mobiliser pour leur libération.** Voici un appel de Barry Ibrahima Diogo, signé à Vottem, le 18 janvier 2006.

*« J'ai hâte de retrouver mes compagnons d'infortune de l'Eglise Saint-Boniface. Mon arrestation ainsi que celle des deux autres occupants de l'Eglise me font penser au temps où la Gestapo régnait. Je lance un appel pressant pour que l'union de tous se fasse contre l'oppression que connaissent les sans-papiers de l'Eglise Saint-Boniface. »*

### Orlando Barrantes : poursuivi pour défendre l'écologie des travailleurs

Orlando est Secrétaire Général de CONATRAB - Consejo Nacional de Trabajadores Bananeros, l'organisation qui regroupe les travailleurs de la culture de la banane. Ces travailleurs ont été exposés dans les plantations au pesticide Nemagón (1,2,dibromo-3-cloropropano) dans les années 70 et mènent depuis novembre 2004 une lutte contre les transnationales Shell Oil, Occidental Company et Dow Chemical, fabricants du produit, et les transnationales qui produisent et distribuent les bananes Standard Fruit, Del Monte et Chiquita Brand.

Le pesticide provoque la stérilité, l'impuissance, le cancer du foie, des reins et de l'estomac, des problèmes aux yeux, des altérations hormonales et des avortements chez les femmes et des malformations génétiques chez les enfants. Le produit est extrêmement stable et contaminant dans l'environnement, avec une durée de vie de 140 ans. Il a été utilisé comme arme chimique pendant la seconde guerre mondiale par les Etats-Unis, pays où son utilisation est illégale depuis 1977, mais il est toujours employé à Costa Rica et dans d'autres pays centre-américains. Récemment, des travailleurs du Nicaragua ont obtenu gain de cause devant des tribunaux nord-américains pour le même problème. Un dirigeant des travailleurs en Honduras, Medardo Garcia, qui menait une campagne similaire, a été assassiné.

Orlando a aussi été agressé en juin 2004 mais est parvenu à échapper à l'assassinat. Actuellement il est poursuivi par la justice sous des prétextes futiles, des faits qui ont eu lieu il y a 5 ans, lors des grèves de décembre 2000, et il risque la prison. Un premier procès a été gagné mais la poursuite continue.

Vous pouvez vous manifester contre ce procès injuste en envoyant un message à

*Señores Integrantes de la Inspección Judicial  
Poder Judicial  
República de Costa Rica  
ins\_judicial@poder-judicial.go.cr  
fax 00506-2575592*

*avec copie une à  
orlandobarranteslibre@yahoo.com.mx  
fax 00506-7104834*

Les manifestations des dockers, à Strasbourg, contre la directive portuaire qui permettrait que des marins embarqués s'occupent des travaux dans les ports, a été un succès : la directive a été rejetée par le Parlement Européen (voir p. 10). Mais à cette occasion, une bonne dizaine de manifestants a été arrêtée et certains ont été emprisonnés. Une vaste campagne pour leur **libération** est nécessaire.

# FREE THE DOCKERS !